

2094389 5
MARDI 4 JUIN 2019

LE COURRIER

L'ESSENTIEL, AUTREMENT.

WWW.LECOURRIER.CH

N°105 | 152^e année | CHF 3.00

COOPÉRATION EN AFRIQUE

Redonner une place centrale aux **paysans**

9 Depuis trente ans, la lutte contre la pauvreté en Afrique est un échec, constate l'agronome burundais Deogratias Niyonkuru dans un récent ouvrage. Pour lui, le développement rural sur le continent n'est possible que si les paysans s'en rendent maîtres, et non en misant sur des recettes occidentales. Interview.

L'agronome burundais Deogratias Niyonkuru tire les leçons des échecs des politiques de développement en Afrique dans un ouvrage récent. Entretien

Vers un paysan africain souverain

PROPOS RECUEILLIS PAR
CHRISTOPHE KOESSLER

Coopération ▶ « Sous la plume de Deogratias Niyonkuru, les paysans ne sont plus des objets d'investigation, ils deviennent acteurs. » Prefacé par Olivier de Schutter, ancien rapporteur pour le droit à l'alimentation des Nations Unies, l'ouvrage de l'agronome burundais *Pour la dignité paysanne* est intéressant à plus d'un titre. Le spécialiste y a consigné les leçons de ses quelque trente ans d'expérience au service du développement rural en République démocratique du Congo, au Cameroun et au Burundi.

Soutenue par l'IRED et Philea, l'ONG Adisco soutient des petits paysans producteurs de café au Burundi, notamment dans la mise en valeur de leurs récoltes. DIDIER DERIAZ / IRED



Invité à Genève dans le cadre d'une conférence sur l'économie sociale et solidaire organisée par l'association suisse IRED¹ et la coopérative Philea, Deogratias Niyonkuru explique que le développement rural n'est possible que si les paysans s'en rendent maîtres eux-mêmes. À la tête de l'ONG burundaise Appui au développement intégral et à la solidarité sur les collines (Adisco), l'agronome a entre autres soutenu avec l'IRED et Philea les petits producteurs de son pays dans la maîtrise de la filière du café, en compétition directe avec les multinationales étrangères. Interview.

colossales dans la « vulgarisation agricole » en essayant d'apporter des techniques de cultures dites améliorées, de mettre en place des systèmes de financement. Or au sein même du monde rural, plus personne ne croit à l'agriculture. Les paysans considèrent que s'ils continuent à exercer cette profession, c'est qu'ils ont raté leur vie. Investir sur des personnes dans cet état d'esprit-là, c'est jeter de l'argent par les fenêtres. Il faut commencer par redonner de la confiance en soi aux populations, leur faire comprendre qu'ils exercent un métier digne.

Ensuite, il faut reconnaître que certains programmes d'aide sont en réalité mis en œuvre pour exploiter les paysans. Les grandes agences de développement internationales donnent la priorité à des systèmes agricoles qui sont destinés aux marchés. Or les filières favorisées, le coton, le café, le riz ou les bananes, sont contrôlées par le système financier international, par les bourses. Au final, les paysans ne touchent que 5 à 6% de la valeur ajoutée totale. Le reste est, pour la majeure partie, empoché par les multinationales! Les riches de la planète



« L'erreur est de penser que le développement de l'Afrique passera par le même chemin que celui de l'Occident »

Deogratias Niyonkuru

pillent les ressources de l'humanité. La solution ne peut donc que passer par une solidarité internationale.

Vous expliquez que l'on ne cible pas toujours bien les bénéficiaires de l'aide...

Oui, s'il est légitime et juste de se consacrer d'abord aux plus vulnérables et démunis, il y a une autre catégorie de population qui est la plus choyée de l'aide internationale: ce que j'appelle la plus « entrepreneuriale ». Dans le monde rural, il s'agit par exemple des membres des organisations paysannes, mais seuls 20 à 30% des paysans en sont membres, les femmes en sont le plus souvent exclues. On croit qu'en soutenant ces catégories, elles vont développer des actions qui auront un impact sur l'ensemble des populations. Ce n'est pas différent de la théorie du ruissellement utilisée auparavant par la Banque mondiale. On sait maintenant que cela ne fonctionne pas. Et cela crée des inégalités et de l'accapement de richesses.

De même, le microcrédit ne fonctionne pas, il finance surtout les commerçants et les enseignants, pas les paysans et

surtout en ville. En définitive, ce sont les pauvres qui financent les riches. Il faut au contraire renforcer l'autocredit, en particulier le système des tontines, qui permet aux petits producteurs de se financer mutuellement tour à tour. Ce système a fait ses preuves durant des millénaires et recèle de grandes potentialités.

Vous regrettez aussi que l'aide au développement incite les Africains à reproduire le modèle occidental...

Oui, c'est particulièrement grave. Dans les grandes métropoles africaines, les populations ne mangent plus leur propre nourriture. On leur a fait croire que le développement c'était de consommer des produits occidentaux et singer le modèle occidental. On a convaincu les femmes de décolorer leur peau pour devenir blanches et de porter des perruques aux cheveux lisses, et donc de se renier en tant qu'Africaines. Au-delà du désastre culturel que cela représente, ce reniement a des conséquences économiques énormes. Le développement est impossible dans ces conditions puisque qu'une grande partie des res-

sources générées localement s'en vont vers les pays du Nord.

L'erreur fondamentale est de penser que le développement de l'Afrique passera par le même chemin que celui de l'Occident, dans lequel une petite frange d'investisseurs crée de la « richesse » et des emplois. Une illusion! L'Afrique doit construire son propre modèle.

Quelle est votre vision du développement de l'Afrique et de l'amélioration des conditions de vie des populations rurales?

Le premier danger que court la planète est la concentration de l'agriculture entre les mains de quelques personnes. Il faut revenir à un système agricole à taille humaine, qui utilise des technologies durables. En Afrique, il faudrait promouvoir un modèle de fermes de deux à cinq hectares, selon les pays. Pour se nourrir et faire éduquer ses enfants, une famille a besoin de 0,75 à un hectare. Si elle cultive cinq hectares, elle peut faire vivre quatre autres familles et subvenir confortablement à ses besoins. A condition que les prix paysans soient plus justes qu'aujourd'hui, bien sûr. Autre élément fondamental: encourager une agriculture qui soit contrôlée par les populations, et non pas les marchés financiers. Il faut mettre en place des systèmes de commercialisation des produits agricoles avec des cycles courts, dans lesquels consommateurs et producteurs sont en lien sur des bases saines et encourager les marchés régionaux.

Au Burundi, les paysans produisent beaucoup de café. Le commerce équitable est-il la solution pour eux?

Le commerce équitable n'existe pas encore véritablement à large échelle. Les marges supplémentaires que les paysans tirent de leur collaboration avec la fondation Fairtrade [20 centimes de dollars de plus sur un prix de 1,5 dollars par livre quand les prix sont acceptables] ne changent pas la donne. Au lieu de toucher 5% de la valeur ajoutée du produit, ils en captent 7 à 8%. C'est une avancée mais il faut aller beaucoup plus en profondeur. 1

¹Aux Editions GRIP, 2018.
²IRED: Innovations et réseaux pour le développement.

« Les ONG ne font pas le développement »

Quels devraient être les priorités des ONG occidentales?

DN: En plus de mieux cibler les bénéficiaires, il faut abandonner l'approche de la coopération centrée sur « les besoins ». Restaurons un peu de dignité! C'est une injure faite aux populations, c'est créer un sentiment d'infériorité. De quel droit m'érigerais-je en sauveur? Et ai-je les moyens de résoudre leurs préoccupations? Non. De surcroît, quels sont les besoins fondamentaux? Pour un musulman, cela peut être d'aller à la Mecque. Cette approche basée sur les besoins revient en réalité à imposer une vision occidentale et un mode de vie. On n'a pas non plus une

compréhension profonde du contexte. Même moi sur ma colline au Burundi, je n'ai qu'une compréhension très limitée. Le développement se fait par l'analyse des opportunités qui se trouvent dans l'environnement, pas par celle des besoins.

Il faut aussi en finir avec les plans de développements sur trois ans. Ce n'est que sur la durée que l'on peut apprendre ensemble avec les populations et créer des liens de confiance, sur dix ou quinze ans minimum.

Vous dites qu'il faut à la fois renforcer les capacités humaines, mais dans le cadre de projets très concrets...

J'ai travaillé pendant dix ans sur un programme de développement rural au Congo. Plusieurs millions de dollars y ont été investis. Qu'en reste-t-il vingt ans après? Rien ou presque rien. Tout le volet sur l'organisation paysanne et la vulgarisation des techniques n'a eu qu'un impact limité. Le seul élément qui a perduré: la culture du petit haricot (le nièbe) que nous avons introduit. Ça c'est du concret. Par contraste, une action modeste de mon ONG Adisco a eu un impact très important: notre partenaire Philea a donné des garanties bancaires, d'un montant de 80 000 dollars, pour que les paysans construisent des stations de lavage du

café. Cela a d'abord permis aux petits producteurs de prendre le contrôle d'une filière stratégique. Puis cela a servi de levier pour stopper le processus de privatisation en cours dans ce domaine. Un projet doit tenir compte des possibles effets d'entraînement.

Quel doit être le rôle de l'Etat?

Les ONG doivent cesser de croire qu'elles font le développement. Elles ont trois rôles: apporter leur modeste contribution à l'amélioration des conditions de vie, produire des modèles à petite échelle qui peuvent servir d'exemples pour les collectivités publiques et remplir leur rôle de chien

de garde face à l'Etat. Le développement est du ressort de l'Etat. C'est lui qui doit d'abord mettre en place des conditions macroéconomiques, voter des budgets conséquents avec des soutiens directs aux producteurs comme cela se fait dans les pays développés. Une ONG ne peut pas mettre en place un système de subvention aux engrais. Nous avons besoin de politiques agricoles solides. Le rôle de la société civile est de mettre les Etats devant leurs responsabilités. Il faut être vigilant pour qu'il y ait une composante de plaidoyer dans les programmes de développement.